

Avenant n° 57 du 22 janvier 2026

à l'annexe I de la convention collective
relative aux salaires minima mensuels

NOR : ASET2650336M

IDCC : 112

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

FNIL,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

CFTC CSFV ;

FGA CFTD ;

CFE-CGC Agro ;

FGTA FO,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Vu les dispositions de l'accord du 22 janvier 2026 portant sur les rémunérations conventionnelles dans la transformation laitière, la convention collective nationale de l'industrie laitière (IDCC 112) est mise à jour par le présent avenant technique.

(Voir page suivante.)

Article 1^{er} | **Modification de l'annexe I de la convention collective nationale de l'industrie laitière (IDCC 112) relative aux salaires minima mensuels**

À compter du 1^{er} février 2026, l'annexe I de la convention collective nationale de l'industrie laitière est modifiée comme suit :

« Annexe I à la CCN de l'industrie laitière (modifiée par l'avenant n° 57 du 22 janvier 2026)

Salaires minima mensuels conventionnels

Les salaires minima mensuels, tels que prévus par l'article 6.2 des dispositions communes de la convention collective nationale, sont ainsi déterminés, au 1^{er} février 2026, pour un travail à temps complet :

(En euros.)

	Niveau	Échelon	Montant au 1 ^{er} février 2026
Ouvriers/employés	1	1	1 833,26
		2	1 843,58
	2	1	1 853,90
		2	1 864,23
		3	1 874,55
	3	1	1 874,55
		2	1 884,87
		3	1 895,19
	4	1	1 895,19
		2	1 905,52
		3	1 916,87
	5	1	1 916,87
		2	1 930,29
		3	1 943,71
TAM	6	1	1 943,71
		2	2 036,61
		3	2 129,60
	7	1	2 129,60
		2	2 235,92
		3	2 342,25
	8	1	2 342,25
		2	2 461,32
		3	2 628,25

	Niveau	Échelon	Montant au 1 ^{er} février 2026
Cadres	9	1	2 628,25
		2	2 925,95
	10	–	3 574,50
	11	–	4 309,18
	12	–	4 931,15

Article 2 | *Dispositions spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés*

Les parties signataires soulignent que les dispositions du présent avenant portant sur les rémunérations conventionnelles s'appliquent à l'ensemble des entreprises du champ de l'industrie laitière, dont celles de moins de 50 salariés.

Article 3 | *Demande d'extension*

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé à la direction générale du travail du ministère du travail, du plein emploi et de l'insertion.

Fait à Paris, le 22 janvier 2026.

(Suivent les signatures.)